

LOCAL ET LOCALISMES DANS LE MOUVEMENT POST-URBAIN

Victor Babin et Jules Bomare

Définition post-urbaine du local

Le local est non seulement un lieu de vie et de culture, un lieu d'organisation sociale et de construction de la communauté politique, mais également la seule échelle pertinente pour l'attention directe à porter aux vivants. C'est là où, simultanément, s'ancrent les expériences de vie et se construit la sensibilité symbiotique. Dans une perspective post-urbaine, le local est donc essentiel pour renouer de manière coopérative avec toutes les entités, organisées en communautés terrestres.

Ni un objet de compétition, ni un sujet de repli

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans une compétition économique mondiale acharnée, la promotion du développement économique à l'échelle de chacun des territoires a prévalu [1]. Cette compétitivité renvoie à une conception libérale et capitaliste du « local », celle de la concurrence et de la division territoriale du travail pour permettre « *l'accumulation de valeur par la concentration toujours plus importante de la main-d'œuvre dans des centres urbains* » [2]. Le local n'est donc vu que comme un espace de production, un lieu de spécialisation et une terre d'administration, comme toutes les politiques de l'aménagement en attestent sur le siècle écoulé.

Le local post-urbain s'oppose frontalement à cette logique croissanciste. Comme l'explique Vincent Grimeaux, la renaissance des campagnes, le retour du local passent par une approche décroissante des modes de vies [3]. Si la décroissance est ici matérielle, il ne s'agit pas de vivre reclus mais de faire différemment en exploitant les marges du capitalisme urbain. D'ailleurs, le local n'est pas non plus un repli ou la promotion d'une autarcie aux relents conservateurs, telle la ligne « localiste » identitaire des partis d'extrême-droite. Entre « protection des paysages » (à entendre comme lutte contre les énergies renouvelables), rejet de la sobriété et les doutes affichés sur l'influence de l'humanité dans le changement climatique, ce « localisme » xénophobe s'attache à promouvoir une protection d'un « foyer naturel », avec répartition genrée des tâches, natalisme forcé et opposition aux luttes LGTB.



Le local est le creuset de toute écologie et de sa communauté

En s'appuyant sur la conception matérialiste de l'histoire développé par Marx, Paul Guillibert identifie que si, pour Marx, « les sociétés se transforment elles-mêmes en transformant leur environnement », alors les milieux conditionnent la trajectoire des sociétés [4]. L'environnement est le creuset de toute communauté historique. Cette dernière dépend directement de la nature pour ses propres conditions de subsistance et ce faisant pour sa propre organisation, au premier chef l'entraide. C'est dès 1902 que Pierre Kropotkine documente cette entraide inter et intra-espèce(s) [5]. En posant les bases de la sociobiologie, Kropotkine reprend également des théories communalistes en affirmant l'importance d'une gestion locale de la production et la consommation d'une société [6]. Il théorise d'ailleurs ce retour au local comme seul moyen de s'empuissanter, collectivement et individuellement, face à un Etat toujours plus dominateur, ne supportant pas qu'un domaine de l'existence lui échappe [7] et s'appuyant pour ce faire sur la propriété privée [8]. L'État néolibéral de ce jour, soutien des puissances économiques, rend ces analyses toujours plus d'actualité.

Sur cette base de pensée, le local est, dans une dimension post-urbaine, le lieu de la remise en communs des ressources naturelles et de leur (auto)gestion [9]. Il est le lieu de constitution de communautés n'existant plus en ville [10]. Le retour au local, ce n'est donc pas une simple décentralisation ou seulement une déconcentration, mais l'accès à une autonomie par la terre et par le faire. C'est donc une autonomie qui simultanément de subsistance et de résistance. C'est la raison pour laquelle le local s'affirme également comme lieu d'ancrage des luttes qui se sont développées aux marges de la société capitaliste. Comme le montrent de nombreux travaux d'anthropologie [11], face au déterminisme colonial ou industriel des sociétés hiérarchisées tournées vers des logiques d'accumulation [12], des communautés restent libres et vivent en lisière [13], allant parfois jusqu'à se jouer de l'« empire », comme dans le cas de la Zomia notamment [14].

En France, depuis une vingtaine d'années, des engagements militants réarment, sur cette base, un imaginaire politique du local comme foyer de réalisation de la société du bien-vivre. Le local, loin de l'injonction commerciale à « consommer local », devient le cadre actif d'une décroissance tant nécessaire, remisant avec vigueur le régime de la modernité étatiste et aménagiste, prométhéenne et extractiviste. Des lieux et leurs localités tentent ainsi de sortir d'un capitalisme, trop souvent protégé, servi et voulu par l'État. Et même du côté des catégories officielles et des pensées institutionnelles, cela commence à être dit. En témoigne une enquête récente qui analyse « le local déployé » dans les espaces ruraux par une typologie des activités prétendument motrices de la fameuse transition écologique (alimentation, habitat, solidarité). Le constat est sans appel : ce sont les toutes petites villes et les bourgs qui en accueillent le plus grand nombre [15]. Tout comme d'ailleurs la pertinence de la gestion locale de l'eau se trouve reconsidérée en ces temps de sécheresse avérée.



Quel chemin emprunter pour s'en retourner ?

Et pourtant, de tels engagements revisitant la portée écologique des localités n'ont pas encore et toujours bonne presse dans les pensées anticapitalistes. Le « salut » demeure du côté de l'État. Selon Aurélien Bernier : « *Si l'on s'en tient au discours local-progressiste classique, l'action locale pourrait s'affranchir des politiques libérales en s'affranchissant de l'État. [...] les choses sont loin d'être aussi simples [...] même en supprimant l'État, les collectivités, les petites entreprises et les associations resteraient soumises à ces règles et à la puissance des groupes privés.* ». Il affirme ainsi que « *l'action locale est utile mais ne doit pas cautionner la destruction du peu qui nous reste d'État social.* » [16]. En effet, pour ne prendre que cet exemple de la délivrance matérielle et du confort de la modernité, que le parc nucléaire soit entretenu ou démantelé, il restera une dépendance à des cercles d'expertises, d'approvisionnements ou de gestion qui sont largement supra-locaux. Et il en va ainsi de nombre de secteurs dont la structure de production est d'échelle nationale, et au-delà, encore souvent administrés ou régulés par les Etats. On peut notamment penser en France à la santé (ordre des médecins, sécurité sociale, etc.).

En fait, comme l'affirme Elinor Ostrom, « *Les modèles que les scientifiques sociaux tendent à utiliser pour analyser les problèmes de ressources communes ont l'effet pervers de préconiser une centralisation accrue de l'autorité publique.* » [17]. Dès lors, comment la sortie d'un modèle productiviste permettrait-elle l'émergence d'une société post-urbaine alors même que la stabilité de notre société repose sur une organisation centralisée d'échelle nationale ?

Ici, les fonctionnements mutualistes ou fédératifs permettent d'envisager une progressive relocalisation des productions essentielles. Voilà l'horizon d'une société écologique post-urbaine, celui d'une autre organisation, d'autres relations, inter-locales, postulant dans le même mouvement la destitution des Etats. En outre, nous affirmons qu'il est nécessaire de décroître et donc de moins faire appel à ces réseaux techniques centralisés, que ce soit dans les secteurs des mobilités, des énergies, de la santé ou autres. Enfin, tel que déjà évoqué, les expériences autonomistes et fédératives de réappropriation locale renseignent sur les chemins d'une décroissance harmonieuse et d'une répartition juste des ressources, n'omettant pas de considérer les répercussions dans d'autres lieux et sur des populations plus éloignées.

« Le local, c'est la pratique qui conteste, c'est l'esprit qui dit non. C'est le dispositif critique. Ce local-là n'est pas codable. Il peut, à l'occasion, se lier aux grandes organisations. Il peut aussi se délier. Il est mobile et transversal. Il travaille les multi-possibles. Il peut entraîner l'anarchie et son revers, le fascisme. Il peut favoriser la naissance d'une société composite où chaque unité autogérée pourrait innover à sa guise » (Sfez, 1977, pp. 14-15) [18].

Notes

1. Jose Antonio Sotelo Navalpotro, « Intersecciones entre los modelos territoriales y los modelos de desarrollo, en el ámbito del medio ambiente », Observatorio Medioambiental, 2007, vol. 10, pp. 79-119
2. Guillibert Paul, *Terre et Capital. Pour un communisme du vivant*, 2021, Editions Amsterdam
3. Grimeaux Vincent, *La renaissance des campagnes*, 2020, Seuil
4. Guillibert Paul, *op cit.*
5. Kropotkine Pierre, *L'économie de l'entraide*, 1937, (Ed. Le Passager Clandestin, 2020, préface de Renaud Garcia)
6. Kropotkine Pierre, *Communisme et anarchie*, 1903 (Ed. L'Escalier, 2014) / Kropotkine Pierre, *La Commune, 1937* (Wikisource)
7. Orsi Fabienne, « Biens publics, communs et État : quand la démocratie fait lien », Les liens qui libèrent, Paris, 2018.
8. Clastres Pierre, *La société contre l'Etat*, 1974, Les Editions de Minuit
9. Oström Elinor, *La gouvernances de seine communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck Supérieur, Louvain-la-Neuve, 2010 [1990], 301 pages.
10. Faburel Guillaume, Giard Maële, Girault Mathilde, *De l'intérêt général à la construction des communs. Quelles mutations pour l'action publique territoriale ?*, Rapport de recherche UMR Triangle pour l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, 2021
11. Graeber David (trad. Karine Peschard), *Pour une anthropologie anarchiste*, Lux Éditeurs, 2018 [2004] / Scott James C., *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Editions Amsterdam, Paris, 2008 [1992] / Clastres Pierre, *op. cit.*
12. Graeber David (trad. Philippe Chanial), *La démocratie aux marges*, Flammarion, 2018 [2014] / Tsing Anna L., *Prolifération*, WildProject, Marseille, 2022.
13. Scott James C., *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, Seuil, Paris, 2013 [2009] / Graeber David, *op. cit.*
14. Scott James C., *op. cit. Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, Seuil, Paris, 2013 [2009].
15. Antoine Brès, Béatrice Mariolle, 2022, *Le local déployé. Les campagnes au prisme de l'écologie*, Editions PUCA.
16. Bernier Aurélien, *L'illusion localiste. L'anarque de la décentralisation dans un monde globalisé*, Edition Utopia, Paris, 2020, 192 pages.
17. Oström Elinor, *La gouvernances de seine communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck Supérieur, Louvain-la-Neuve, 2010 [1990], p. 255.
18. Lucien Sfez, 1977, *L'objet local*, Union générale d'éditions, Union générale d'éditions, coll. 10-18